

L'Italie et nous

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

On sait le retentissement de la déclaration que se décida à faire M. Bonnet, son heureux effet en Angleterre, l'embaras manifeste de la presse italienne, c'est-à-dire du gouvernement, car la presse italienne n'écrit qu'à un commandement.

Et voici que, soudain, la situation se clarifie et donne raison à nos dires : A quatre jours de date, Mussolini se décide à frapper un grand coup et à jouer le va-tout. Il dénonce les accords Laval de 1935. Par là il s'engage à fond dans la voie des litiges franco-italiens, méditerranéens et coloniaux. Il met M. Chamberlain en face du fait accompli. Le voyage du premier anglais prend un tout autre sens que celui qui avait été présenté aux Communes. Mieux vaut un danger précis et clairement situé qu'une menace confuse...

D'aucuns, non sans quelque raison, éprouvent le regret que nous nous soyons laissés devancer par Mussolini. Depuis des semaines, en effet, les journaux et les dirigeants romains argumentaient comme suit en faveur des revendications sérieuses... ou hilarantes de l'Italie :

« Les accords du 7 janvier 1935 ne sont pas valables, parce qu'ils prévoyaient la conclusion d'une convention spéciale pour fixer la situation et les droits des Italiens en Tunisie. Or, cette convention n'a jamais été négociée et, cela, par la faute du gouvernement français ; et c'est pourquoi on n'a pas procédé à l'échange des ratifications du traité lui-même ».

Ainsi raisonnait, notamment, l'officier Gayda, dans le *Giornale d'Italia* du 6 décembre. Et de conclure : « La France a laissé tomber les accords franco-italiens ; elle ne saurait valablement nous en opposer les clauses et l'esprit pour contenir nos revendications présentes. La voie est libre et la table rase ».

Pour en être plus sûr, Mussolini dénonce ces accords officiellement. Il se reporte à l'article 13 du traité de Londres de 1915 et dit : « J'attends les compensations promises ». Par là, il relie ses revendications à celles de l'Allemagne.

Nous avons peut-être perdu une occasion de prendre, enfin, une initiative, de mener le jeu et de diriger un peu — un tant soit peu — notre destin...

Il est temps, en effet, de quitter la toujours dangereuse position de « défendeur » pour prendre la position de « demandeur ».

Il est temps de prendre toutes les garanties possibles pour que, à Rome, M. Chamberlain ne prépare pas les voies à quelque Rucinian.

Le premier résultat concret de la déclaration franco-allemande serait-il donc l'intervention arbitrale d'Hitler — à l'exemple de Mussolini, la veille de Munich, — entre la France et l'Italie ?

Si M. Chamberlain, d'unement averti par notre gouvernement, avait la certitude que Malte est solidaire de Djibouti, que Chypre et Gibraltar le sont aussi de la Tunisie, que Tanger répond des Baléares, peut-être n'imaginerait-il pas un compromis aux frais exclusifs de la France.

En bonne logique — mais Mussolini ne se moque-t-il pas de la logique ? — si le gouvernement français décide de prendre acte de cette annulation des accords de 1935, les actions de la Société du chemin de fer éthiopien devraient nous être rendues, notre position devrait être replacée sur les 100.000 kilomètres carrés du Tibesti, les 1.000 kilomètres carrés de la bordure de Somalie Française, sur l'ilot si important de Doumeidah, à l'entrée de la mer Rouge.

Tout cela avait été cédé par M. Laval à l'Italie, mais sous réserve de contreparties : renonciation officielle par l'Italie de toute nouvelle revendication fondée sur le traité de 1915 ; abstention définitive de toute immixtion tunisienne, et surtout, surtout, engagement de se consulter avec la France en cas d'une nouvelle menace contre l'indépendance de l'Australie, et d'admettre, — engagement capital qui intégrait la Petite Entente à l'opération de sauvetage envisagée — les autres Etats à cette consultation.

On sait comment Mussolini, en dépit de cet engagement, abandonna l'Australie... Mais déjà il n'était plus maître de son propre destin. Hitler remercia Mussolini le 11 mars dernier : « Je n'oublierai jamais... » L'heure est pour lui venue de se souvenir. Il se souviendra. La déclaration franco-allemande « réserve » les accords antérieurs. De cette clause, si nous n'y prenons garde, l'application se fera à notre détriment.

Ernest PEZET.

L'incendie des Invalides a causé d'importants dégâts

Paris, 24 décembre. — L'incendie qui s'est déclaré jeudi soir dans les combles de l'hôtel des Invalides a causé d'importants dégâts. Quatre-vingts mètres environ de combles, sur la façade principale, ont été la proie des flammes. Aucun document n'a été détruit.

Le mobilier des chambres réservées aux secrétaires d'état-major est détruit, mais les appartements voisins n'ont pas souffert. Cependant, une peinture murale ancienne, qui se trouvait dans un grand salon situé au-dessous du lieu de l'incendie, a été endommagée. L'appartement du commandant Meunier, au troisième étage du pavillon central, a subi aussi des déformations graves.

Le Congrès extraordinaire du Parti socialiste

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Au début de la séance, M. Severac, secrétaire général adjoint, annonce le programme de la journée et donne communication d'une motion préalable présentée par la Fédération du Loiret-Cher, qui demande « que le Congrès, avant toute discussion sur les thèses en présence, élise une commission de résolution chargée de rédiger un texte susceptible de rallier l'unanimité des délégués, afin de ne pas mettre en opposition MM. Blum et Paul Faure, et d'éviter des paroles irréparables ». Un débat s'engage immédiatement sur cette motion.

M. Lebas se prononce pour la rédaction d'une motion de synthèse

M. Lebas, qui parle au nom de la Fédération du Nord, appelle cette proposition. Il s'agit, dit-il, de fixer la politique internationale de paix. Cela dépasse le parti socialiste. Il faut que le socialisme puisse proposer une politique au peuple français.

M. Blum monte à la tribune. Quelque chose se passe sur ce congrès, déclare-t-il. On représente le débat qui vient de s'ouvrir ici comme un débat

« Les points de vue sont difficiles à rapprocher ». La commission des résolutions qui a siégé de 15 h à 20 h 30, n'a pas abouti à des résultats positifs.

Des efforts ont été tentés, en séance plénière, pour rapprocher les points de vue, mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas été couronnés de succès, les représentants de l'une et l'autre tendance demeurant très fermes sur leurs positions.

Les concessions qu'ils font étant plus formelles que réelles, on ne peut guère espérer qu'un accord puisse intervenir au cours de la nuit sur des formules moyennes.

Bien que M. Zyromski ait soutenu avec vigueur les thèses présentées par M. Léon Blum, sous une forme plus nuancée, ce dernier n'a rien pu céder sur l'essentiel.

Les partisans de M. Paul Faure se montrent, semble-t-il, assez peu disposés à céder sur la question d'une éventuelle reconnaissance des pactes conclus entre la France et d'autres pays, car ils ont exprimé la crainte qu'ils ne jettent automatiquement la France dans une guerre qui ne serait pas strictement défensive.

Un incident a eu lieu au cours duquel M. Delors (pacifiste) a dit à M. Zyromski, lequel exprimait la pensée qu'un tel pacte concerne l'affaire tchécoslovaque, la France, même seule, aurait dû intervenir en cas de conflit :

« Vous soutenez exactement, Zyromski, la thèse du parti communiste ».

Au cas où une motion unique de synthèse ne pourrait pas être établie, le congrès pourrait se trouver en présence de deux textes : la motion Paul Faure et une motion réalisant une synthèse entre la motion Blum et la motion du Nord.

Un comité restreint composé de MM. Dormoy, Lebas et Zyromski s'efforceraient d'intégrer dans la motion Blum, suffisamment d'éléments de la motion du Nord, pour que le texte pût être voté par les amis de M. Lebas et par M. Maurice Violand, député de la Haute-Loire, qui dispose d'un certain nombre de mandats favorables à la synthèse.

Dans ces conditions, la motion Blum aurait une nette majorité.

La commission n'ayant pas encore achevé ses travaux, la séance de dimanche pourrait encore réserver des surprises.

On procède au vote. La motion préalable est adoptée par 5.571 voix contre 1.594 et 826 abstentions.

Le congrès désigne la commission de résolution qui doit comprendre 33 délégués. La motion Blum a droit à 15 mandats, celle de Paul Faure à 9, celle du Nord à 5, les motions de synthèse à 2, la motion Delors à 2.

La séance a été levée à 12 h 50.

Le débat sur la politique intérieure

A 15 h. 10, sous la présidence de M. Graziiani, le débat sur la politique intérieure s'ouvre par une intervention de M. Lussy (Vaucluse) qui met ses collègues en garde contre la représentation proportionnelle.

M. Silvestre (député du Gard) objecte que le parti socialiste s'est jadis prononcé pour le R.P.

Il faut, dit-il, que le parti dise ce qu'il veut : la représentation proportionnelle intégrale ou le maintien du statut quo ? Il se prononce pour le scrutin d'arrondissement, l'orateur résumant son mandat de rapporteur des projets de la réforme électorale.

Avec M. Guérret, le Congrès aborde les questions agricoles. Le député du Tarn-et-Garonne pense que le parti, réserve faite des réalisations de M. Monnet, ne s'est pas assez préoccupé des besoins et des aspirations du monde rural.

M. Lejeune, député de la Somme, ramène le débat sur le plan politique.

« Nous voulons, dit-il, abattre le gouvernement Daladier, car il ne répond plus aux désirs du peuple. Notre devoir est d'aller vers le peuple. L'enthousiasme populaire peut nous porter de nouveau au pouvoir. Nous sommes seuls, au sein du Front populaire, à lui être complètement fidèles ».

M. Lejeune réclame un syndicalisme qui soit véritablement syndical et non pas politique. Il s'élève contre le sens politique de la grève générale du 30 novembre, en disant sa volonté de voir s'allier la tradition socialiste et la tradition jacobine.

M. Marius Dubois, député d'Oran, exprime la conviction que le peuple de France veut un gouvernement de Front populaire.

M. Bayol (Dordogne), estime qu'un certain changement s'est manifesté dans les classes populaires, bien qu'elles demeurent attachées à la mystique de Front populaire ; par exemple, le parti communiste n'est plus aujourd'hui qu'un parti néo-jacobin.

M. Goubert (Gard), voudrait qu'en revenant au pouvoir, le parti socialiste prit la tête d'un rassemblement anti-capitaliste.

M. Maurier (S.-et-O.), envisageant la suite du ministère Daladier, ne croit pas à son succès.

Au Conseil des ministres

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Le Conseil des ministres a été unanimement à l'approuver l'exposé du ministre des Affaires étrangères.

Marseille aura une nouvelle organisation administrative et de nouveaux services d'incendie.

Sur la proposition du garde des Sceaux, le Conseil a conféré le grand-croix de la Légion d'honneur à M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française.

M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, a soumis à la signature du président de la République :

1° un décret concernant le renforcement et la réorganisation du service de défense contre l'incendie à Marseille ;

2° un projet de loi tendant à une nouvelle organisation administrative de la ville de Marseille.

Aux termes du premier décret, une commission placée sous la présidence du préfet des Bouches-du-Rhône et comprenant le maire de Marseille, le trésorier-payeur général, un représentant du corps des sapeurs-pompiers de Paris et l'officier des équipages de la flotte, commandant la compagnie des pompiers de Toulon, est chargée notamment :

1° de déterminer les acquisitions de matériel à effectuer et les travaux à entreprendre par la ville de Marseille ;

2° de réviser les cadres et le personnel du corps des sapeurs-pompiers ;

3° de proposer au ministre de l'Intérieur une réforme de structure du corps des sapeurs-pompiers de Marseille.

Quant au projet de loi, il a pour objet essentiel de doter la ville de Marseille, véritable capitale de la France d'outre-mer, d'un statut adapté à sa situation spéciale.

Il tend notamment :

1° à centraliser sous la direction d'un préfet de police, tous les services de sécurité ;

2° à réaliser un sectionnement administratif justifié par l'étendue du territoire de la ville ;

3° à appliquer à l'administration municipale des règles particulières de tutelle administrative et financière ;

4° à instituer une direction autonome de l'Assistance publique.

DES PRÉPARATIFS MILITAIRES EN ALLEMAGNE ?

Londres, 24 décembre. — M. Gérard Boutelleau mande au « Figaro » :

« Selon des rapports anglais, les préparatifs de l'Allemagne sont presque aussi intenses que huit semaines avant la crise tchèque et ce n'est pas pour la conquête de Danzig, la maîtrise de Memel, l'annexion des Litvaniens ou même la Roumanie, que l'on prend de telles mesures ».

« Il semble, si l'on en juge par des informations de source anglaise, que l'état très troublé de la situation intérieure en Allemagne oblige le chancelier Hitler, sur l'avis de ses conseillers extrémistes, à favoriser de nouvelles aventures spectaculaires et fructueuses ».

« Et comme l'écrivit le correspondant du « Manchester Guardian », ces préparatifs militaires doivent appuyer une politique antiparlaisme dont les effets se feront « très prochainement sentir ».

C'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'on ait vu une courte trêve à l'incertitude inspirée par la situation internationale ».

Mort du général Féquant, inspecteur général de l'aéronautique

Paris, 24 décembre. — Le général Philippe Féquant, inspecteur général technique de l'aéronautique, a succombé samedi matin, à Paris, aux suites d'une affection cardiaque.

Il était grand officier de la Légion d'honneur.

Un avion américain de bombardement s'écrase au sol et prend feu

New-Town (Alabama), 24 décembre. — Un avion de bombardement bimoteur s'est écrasé au sol, à proximité d'Union Town, et a pris feu.

Plusieurs aviateurs ont été projetés à quelques mètres de l'appareil et certains d'entre eux sont complètement carbonisés et non identifiables.

D'après les premiers renseignements, une explosion se serait produite à bord de l'avion, avant la chute. L'appareil avait quitté Marchfield (Californie), à destination de Mitchellfield, près de New-York.

Le nombre des victimes serait de neuf.

L'exode des Parisiens vers la montagne et la Côte d'Azur

Paris, 24 décembre. — L'exode des Parisiens à l'occasion de la Noël, bat cette année, tous les records.

On signale plus de 90.000 départs en trois jours pour les sports d'hiver et sur la Côte d'Azur, soit 30.000 de plus qu'en 1937 à la même époque.

Weidmann sera-t-il jugé en février ?

Paris, 24 décembre. — Quand l'affaire Weidmann viendra-t-elle devant la Cour d'assises ? On ne peut encore rien dire, puisque la Chambre criminelle de la Cour de cassation ne s'est pas encore prononcée sur le pourvoi formé par l'assassin contre l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, qui l'a renvoyé devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise.

M. Christian Talamon, avocat de Blanc ; M. de Lapanouse, avocat de Million ; M. Gaudin, avocat de Colette Triot, étudiant tour à tour le dossier.

Quant à Weidmann, il n'avait pas encore d'avocat ; M. Mayer vient d'être commis, et il va lui falloir, à lui aussi, compléter les pièces et tenter d'y découvrir l'erreur de droit qui permettrait à la Cour suprême d'annuler l'arrêt de la Chambre des mises en accusation.

Aussi ne pense-t-on pas au Palais que la Cour de cassation puisse se prononcer avant la seconde quinzaine de janvier.

Dans ces conditions, et en admettant que le pourvoi soit rejeté, ne peut-on, à l'heure actuelle, indiquer la date de la venue de l'affaire devant le jury de Versailles ? La prochaine session de la Cour d'assises sera présidée par M. Aucouit, conseiller de la Cour de Paris. Elle ouvre le 17 février.

Trois enfants périssent carbonisés dans l'incendie d'une roulotte

Vitry-le-François, 24 décembre. — A Thibault, un incendie a délavé dans une roulotte appartenant aux époux Ferry, pendant que ceux-ci étaient absents ; leurs trois jeunes enfants ont péri carbonisés.

LETRE DE BRUXELLES

L'INSTABILITÉ POLITIQUE

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

Bruxelles, 24 décembre 1938.

La crise ministérielle a failli éclater jeudi au Sénat ; puis, vendredi, à la Chambre.

Les socialistes la considéraient comme virtuellement ouverte. C'est M. Wauters, ancien ministre, dont la position prépondérante s'affirme de plus en plus à l'extrême-gauche, qui en a fait l'axe.

« Nous ne voulons pas, a-t-il déclaré, voter en ce moment les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement pour maintenir l'équilibre budgétaire, parce que la stabilité est précieuse et que nous ne savons pas qui le remplacera demain ».

On a vu, à la Chambre, les libéraux, les communistes, les frontaliers et les réalistes se rallier à cette conception et faire bloc avec les socialistes, pour repousser la proposition de la droite, de discuter et voter avant la fin de l'année les pouvoirs spéciaux.

Les fascistes remarquent que le gouvernement avait lié le vote des pouvoirs spéciaux au vote du budget.

En effet, c'est pour établir à l'aise les propositions budgétaires que le gouvernement avait réclamé des pouvoirs spéciaux. Dans son esprit, le budget et les pouvoirs spéciaux ne faisaient qu'un.

Le budget de 1939 a été voté ; les pouvoirs spéciaux ne l'ont pas été.

Et pour avoir demandé ce vote, la droite a été battue par tous les autres partis unis.

Le gouvernement a accepté la remise du débat à fin janvier, donnant ainsi une sorte d'approbation à la déclaration de M. Wauters, au sujet de son instabilité.

De ce vote, il résulte aussi que la droite ne peut pas compter sur les autres partis et que ceux-ci, ayant à choisir entre un appel socialiste et un appel catholique, relâché à une décision politique, c'est derrière les socialistes qu'ils se rangent, à un moment particulièrement délicat.

Du côté libéral, ce sont les radicaux qui ont mené l'air libre. Les modérés se sont tus et ont suivi l'extrême-gauche, qui a fait bloc, malgré les divisions qui déchirent celle-ci, au sujet de M. Spaak particulièrement.

La droite n'a pas suivi cet exemple. Elle a donné, au Sénat et à la Chambre, une impression de flottement et d'incertitude. Elle a commencé ses interventions dans l'unité. Puis on a senti que ses chefs n'avaient pas chez elle l'autorité qui devait inspirer confiance. Et à la Chambre comme au Sénat, elle a finalement montré que si elle avait plusieurs chefs, elle n'en avait pas un qui pût la grouper tout entière.

Les socialistes en ont profité. Et c'est ainsi que, si l'on voit à droite des hommes qui seraient bonne figure dans un gouvernement, l'homme qui pointerait toutes les forces de droite, n'apparaît pas encore.

Les Etats-Unis jettent un défi au Reich

Berlin, 24 décembre. — Tous les journaux du matin consacrent des articles indignés aux déclarations du sénateur américain Pittman, qui sont comparées à une bulle d'excommunication papale.

« Le Voelkischer Beobachter » se déclare déçu par les milieux responsables d'Amérique jettent un défi à l'Allemagne.

Le journal allemand accuse le judaïsme mondial d'être l'inspirateur de cette campagne.

« Mais celui-ci, ajoute-t-il, opere toujours d'une façon si maladroite qu'il finit par se faire lui-même et nous attendons tranquillement ce moment ».

« Nous ferons comme toujours notre possible pour hâter l'éclosion de la vérité ».

Le « Berliner Tagblatt » déclare que, si la campagne des amis de Juils et de des antisémites engagés contre, l'attitude du Reich sera claire ; l'Allemagne nationale-socialiste prendra position avec une résolution tranquille.

Une manifestation à Montevideo contre des marins italiens

Montevideo, 24 décembre. — Des marins italiens du croiseur « Eugenio di Savoia », qui se promenaient dans la ville au dimanche, ont été confrontés au public. Les marins descendirent et échangèrent des coups avec les manifestants jusqu'à ce que la police intervint. Plusieurs personnes furent contusionnées. Les manifestants, groupés place de l'Indépendance détruisirent ensuite une couronne que les marins italiens avaient déposée au monument du général Artigas.

Les communistes chrétiens de Palestine soutiennent les revendications des Arabes

Jerusalem, 24 décembre. — A l'occasion des fêtes de Noël, les communistes chrétiens de Palestine ont rédigé un appel au peuple britannique.

Dans ce memorandum, elles confirment l'attitude qu'elles ont observée jusqu'ici en soutenant les revendications des Arabes de Palestine et la position du Comité suprême.

L'appel réfute les demandes des Israéliens et réitère les revendications des Arabes, notamment en ce qui concerne la mise en liberté des détenus politiques et la représentation des Arabes à la Table Ronde à Londres.

Une protestation des églises protestantes américaines contre les atrocités allemandes

New-York, 24 décembre. — La National Catholic Welfare Conference, et le Federal Council Churches, associations qui groupent vingt-quatre confessions protestantes, ont rédigé une protestation commune contre « les atrocités antisémitiques » en Allemagne.

La protestation sera distribuée par les églises signataires à des millions de fidèles.

A propos de la remise au président Roosevelt de la médaille de la Société hébraïque américaine

New-York, 24 décembre. — A la suite des attaques de la presse allemande, concernant l'attribution au président Roosevelt de la médaille que lui a décernée la Société hébraïque américaine, celle-ci précise qu'elle a voulu récompenser le président de l'initiative qu'il avait prise pour la convocation de la Conférence d'Evian, en vue de venir en aide aux réfugiés de l'Europe centrale.

Farmi les membres du jury de la société, on relève les noms de MM. Morgenthau, secrétaire au Trésor ; la Guardia, maire de New-York ; Graver Whalen, président de l'Exposition de New-York.

Le comte Ciano se rendrait en Yougoslavie vers la mi-janvier

Belgrade, 24 décembre. — On apprend de source non officielle mais généralement bien informée, que le comte Ciano ferait une visite en Yougoslavie vers la mi-janvier.

LETRE DE BRUXELLES

L'INSTABILITÉ POLITIQUE

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

Washington, 24 décembre. — Le tension entre les Etats-Unis et le Reich qui n'a cessé de s'accroître depuis plusieurs mois, a atteint son point critique depuis que M. Sumner Welles, secrétaire d'Etat, a refusé de reconnaître la protestation verbale du chancelier d'affaires du Reich, au sujet du discours récemment prononcé par le secrétaire de l'Intérieur, M. Harold Ickes. Il est difficile de déterminer, à l'heure actuelle, si ce raidissement du gouvernement des Etats-Unis est simplement l'expression d'un point de vue moral, ou s'il signifie que les Etats-Unis vont s'orienter vers une politique d'action positive dirigée ouvertement contre les Etats totalitaires, et particulièrement contre le Reich. On souligne que, si grave que soit la tension actuelle, elle ne peut cependant conduire à des hostilités, mais qu'elle ne laisse pas l'éventualité que les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Reich puissent être rompues.

De nombreux dirigeants de l'opinion publique représentent la thèse que les Etats-Unis ont simplement l'intention de devenir franchement militantes, et que le moment est venu pour les Etats-Unis de prendre ouvertement la tête d'un mouvement offensif sur le terrain diplomatique économique et psychologique.

Le discours de Noël de Rudolf Hess

Berlin, 24 décembre. — M. Rudolf Hess, représentant du Führer, a adressé à la radio à tous les Allemands un discours de Noël, à l'occasion de la création d'une distinction spéciale pour les mères de familles nombreuses.

« L'Allemagne régénérée, a-t-il déclaré, peut considérer comme décaissés trois grands événements : la restauration de l'Allemagne, de l'Autriche et des Sudètes, et la construction des fortifications de l'Ouest ».

Il déclara encore :

« Nous savons que, en ces heures fatigantes, le drapeau et le peuple italien se sont mis sans réserve aux côtés du peuple allemand par des décisions aussi graves pour ce grand homme que pour l'Allemagne italienne. En ce jour le peuple allemand renouvelle ses remerciements à Benito Mussolini et au peuple italien ».

D'autre part, la correspondance du parti annonce que les mères allemandes déçues, bénéficieront d'avantages décuplés à ceux des mères de guerre. Trois millions de mères recevront la croix rouge de la prochaine journée des mères.

L'Italie a fait connaître au Reich sa décision sur les accords franco-italiens

Rome, 24 décembre. — On annonce officiellement que la note par laquelle le gouvernement fasciste a fait connaître au gouvernement français qu'il considérait comme caducs les accords du 7 janvier 1935, a été communiquée au Reich, puis à l'Angleterre.

Le gouvernement soviétique veut bien discuter avec le Japon au sujet des pêcheries

Tokio, 24 décembre. — De l'agence Domei : Un communiqué du Galmusho annonce que M. Litvinov a déclaré, vendredi, à M. Togo, ambassadeur du Japon à Moscou, que le gouvernement soviétique est disposé à continuer l'année prochaine les négociations au sujet des pêcheries sur les côtes sibériennes.

En Espagne

Mort du général Anido, chef de la police du gouvernement nationaliste

Valladolid, 24 décembre. — Le général Severiano Martínez Anido vient de mourir à la suite d'une grippe.

La valise du vice-consul anglais servait au trafic régulier de documents et d'argent, affirme-t-on à Burgos

Burgos, 24 décembre. — Le service national de presse a publié un communiqué affirmant que la valise du vice-consul britannique à Saint-Sébastien n'a pas servi seulement de façon isolée, mais qu'elle fut longtemps utilisée par une organisation d'espionnage rouge, pour le passage de documents et d'argent.

L'enquête judiciaire, conclut le communiqué, fera connaître si une telle activité a été possible sans la complicité ni la responsabilité d'aucun fonctionnaire britannique.

« Le front rouge est rompu. Nous avons progressé de vingt-cinq kilomètres », affirment les nationalistes

Salamanque, 24 décembre. — Le grand quartier général communique les indications suivantes sur les progrès de l'offensive sur le front de Castagne :

« Situation à 21 heures : le front rouge est rompu. Notre avance dépasse 25 kilomètres. Notre cavalerie précède nos lignes de dix kilomètres. De très nombreux villages ont été occupés. Deux combats aériens ont eu lieu au-dessus de Lérida au cours desquels 23 appareils gouvernementaux ont été abattus ».

« Les nationalistes n'ont réalisé qu'une légère avance qu'au prix de lourdes pertes », déclare le communiqué gouvernemental

Barcelone, 24 décembre. — Voici le communiqué officiel du ministère de la Défense nationale :

« Front de l'Est : Les forces de l'invasion, appuyées constamment par l'aviation, l'artillerie et les tanks, ont poursuivi samedi leur attaque dans les secteurs de Tremp et de Seron. Malgré le luxe de matériel déployé, les forces nationalistes n'ont réalisé que quelques avances dans la zone du Segre, qui leur ont coûté de lourdes pertes ».

« Front de l'Ouest : Les combats continuent, en proximité de Mayals, Sarroca, Turresbassat et Mardanya ».

DERNIERE HEURE

Les Etats-Unis vont-ils prendre la tête d'une croisade contre les Etats totalitaires ?

Washington, 24 décembre. — Le tension entre les Etats-Unis et le Reich qui n'a cessé de s'accroître depuis plusieurs mois, a atteint son point critique depuis que M. Sumner Welles, secrétaire d'Etat, a refusé de reconnaître la protestation verbale du chancelier d'affaires du Reich, au sujet du discours récemment prononcé par le secrétaire de l'Intérieur, M. Harold Ickes. Il est difficile de déterminer, à l'heure actuelle, si ce raidissement du gouvernement des Etats-Unis est simplement l'expression d'un point de vue moral, ou s'il signifie que les Etats-Unis vont s'orienter vers une politique d'action positive dirigée ouvertement contre les Etats totalitaires, et particulièrement contre le Reich. On souligne que, si grave que soit la tension actuelle, elle ne peut cependant conduire à des hostilités, mais qu'elle ne laisse pas l'éventualité que les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Reich puissent être rompues.

De nombreux dirigeants de l'opinion publique représentent la thèse que les Etats-Unis ont simplement l'intention de devenir franchement militantes, et que le moment est venu pour les Etats-Unis de prendre ouvertement la tête d'un mouvement offensif sur le terrain diplomatique économique et psychologique.

Le discours de Noël de Rudolf Hess

Berlin, 24 décembre. — M. Rudolf Hess, représentant du Führer, a adressé à la radio à tous les Allemands un discours de Noël, à l'occasion de la création d'une distinction spéciale pour les mères de familles nombreuses.

« L'Allemagne régénérée, a-t-il déclaré, peut considérer comme décaissés trois grands événements : la restauration de l'Allemagne, de l'Autriche et des Sudètes, et la construction des fortifications de l'Ouest ».

Il déclara encore :

« Nous savons que, en ces heures fatigantes, le drapeau et le peuple italien se sont mis sans réserve aux côtés du peuple allemand par des décisions aussi graves pour ce grand homme que pour l'Allemagne italienne. En ce jour le peuple allemand renouvelle ses remerciements à Benito Mussolini et au peuple italien ».

D'autre part, la correspondance du parti annonce que les mères allemandes déçues, bénéficieront d'avantages décuplés à ceux des mères de guerre. Trois millions de mères recevront la croix rouge de la prochaine journée des mères.

L'Italie a fait connaître au Reich sa décision sur les accords franco-italiens

Rome, 24 décembre. — On annonce officiellement que la note par laquelle le gouvernement fasciste a fait connaître au gouvernement français qu'il considérait comme caducs les accords du 7 janvier 1935, a été communiquée au Reich, puis à l'Angleterre.

Le gouvernement soviétique veut bien discuter avec le Japon au sujet des pêcheries

Tokio, 24 décembre. — De l'agence Domei : Un communiqué du Galmusho annonce que M. Litvinov a déclaré, vendredi, à M. Togo, ambassadeur du Japon à Moscou, que le gouvernement soviétique est disposé à continuer l'année prochaine les négociations au sujet des pêcheries sur les côtes sibériennes.

En Espagne

Mort du général Anido, chef de la police du gouvernement nationaliste

Valladolid, 24 décembre. — Le général Severiano Martínez Anido vient de mourir à la suite d'une grippe.

La valise du vice-consul anglais servait au trafic régulier de documents et d'argent, affirme-t-on à Burgos

Burgos, 24 décembre. — Le service national de presse a publié un communiqué affirmant que la valise du vice-consul britannique à Saint-Sébastien n'a pas servi seulement de façon isolée, mais qu'elle fut longtemps utilisée par une organisation d'espionnage rouge, pour le passage de documents et d'argent.

L'enquête judiciaire, conclut le communiqué, fera connaître si une telle activité a été possible sans la complicité ni la responsabilité d'aucun fonctionnaire britannique.

« Le front rouge est rompu. Nous avons progressé de vingt-cinq kilomètres », affirment les nationalistes

Salamanque, 24 décembre. — Le grand quartier général communique les indications suivantes sur les progrès de l'offensive sur le front de Castagne :

« Situation à 21 heures : le front rouge est rompu. Notre avance dépasse 25 kilomètres. Notre cavalerie précède nos lignes de dix kilomètres. De très nombreux villages ont été occupés. Deux combats aériens ont eu lieu au-dessus de Lérida au cours desquels 23 appareils gouvernementaux ont été abattus ».

« Les nationalistes n'ont réalisé qu'une légère avance qu'au prix de lourdes pertes », déclare le communiqué gouvernemental

Barcelone, 24 décembre. — Voici le communiqué officiel du ministère de la Défense nationale :

« Front de l'Est : Les forces de l'invasion, appuyées constamment par l'aviation, l'artillerie et les tanks, ont poursuivi samedi leur attaque dans les secteurs de Tremp et de Seron. Malgré le luxe de matériel déployé, les forces nationalistes n'ont réalisé que quelques avances dans la zone du Segre, qui leur ont coûté de lourdes pertes ».

« Front de l'Ouest : Les combats continuent, en proximité de Mayals, Sarroca, Turresbassat et Mardanya ».

Le Congrès extraordinaire du Parti socialiste

« Les points de vue sont difficiles à rapprocher ». La commission des résolutions qui a siégé de 15 h à 20 h 30, n'a